

Le pouvoir aux travailleurs

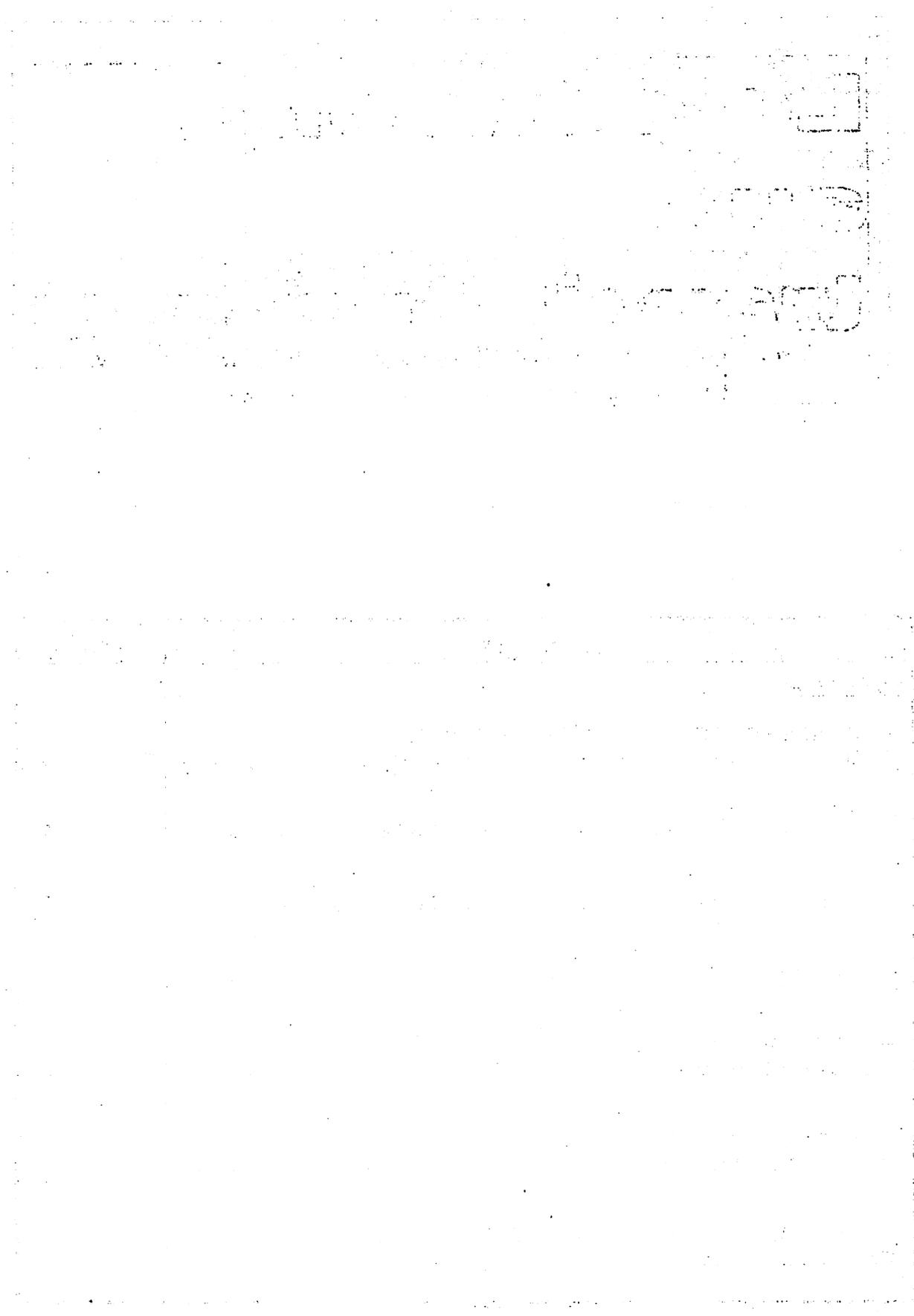
31 MARS 1976

N° 34

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- CONFERENCE DE PRESSE DE DUNCAN: TOUT VA TRES BIEN POUR LES RICHES	2 - 3
- NON A L'OPERATION DEGUERPISSEMENT	4
- ASH INTERNATIONAL: DES ORDURES	4
- LA GOUTTE D'EAU	5
- AIR IVOIRE: LE SALAIRE DU D.G. EN DECOLLAGE	5
- "PERE EMILIE TARDIF": UN CHARLATAN BLANC	6
- LA MONTEE DE LA POLITIQUE ETHNISTE EN COTE D'IVOIRE	6 - 10



CONFERENCE DE PRESSE DE DUNCAN :
TOUT VA TRES BIEN POUR LES RICHES

Le 28 mars Kablan Duncan a donné une conférence de presse sur son bilan et ses perspectives économiques et sociales. Il a affirmé que: "grâce à la dévaluation... et grâce aux louables efforts consentis par toute la population... le taux d'évolution économique a atteint 7% en 1995. La politique économique de son gouvernement a pour objectif d'atteindre une croissance à 2 chiffres dès 1998".

Tout au long de son discours, Duncan se délivre des brevets d'autosatisfaction. En même temps il précise que de 1980 à 1993 (sous Houphouët) l'économie du pays était en crise. C'est depuis 2 ans (sous Bédié) que tout va bien. Quelle coïncidence! Si après toutes ces louanges, Bédié ne le maintient pas à son fauteuil actuel lors du prochain remaniement ministériel, c'est qu'il doit être sacrément ingrat à son égard. Mais quelle a été selon Duncan la politique économique qu'il a mise en oeuvre pour aboutir au résultat dont il se targue si fièrement?

On apprend de sa bouche que pour un tas de nantis, des mesures favorables ont été mises en place: pour les commerçants les prix ont été libérés, pour tous les employeurs la législation du travail a été rendue encore plus souple et le nouveau code du travail plus "libéral", "privatisation", "défiscalisation" pour les exportateurs de produits agricoles, "libéralisation", etc...

Voilà les mots qui sont sensés plaire aux riches. Tout cela leur rapporte gros. On voit de plus en plus de ces gens qui se pavent dans des voitures de luxe rutilantes aux

vitres fumées. Des revues spécialisées offrent à louer des villas pour 2.000.000F de loyer mensuel. Mais ces annonces ne visent encore que les cadres, la petite bourgeoisie. Ces chiffres laissent imaginer le prix des palais que s'offrent les bourgeois, ceux qui sont véritablement riches. Des villas telles que les travailleurs n'en voient même pas dans leurs rêves, avec des fontaines et des jets d'eau "son et lumière" derrière de hauts murs, ont poussé comme des champignons ces dernières années.

Pendant ce temps dans les entreprises ou les chantiers qui ont permis à tout ce beau monde de s'en mettre plein les poches, les conditions de travail et d'embauche ne cessent de se dégrader. Le nombre de salariés en fixe, mensualisés, ne cesse de diminuer au profit des journaliers.

Des centaines de femmes, d'hommes et même d'enfants mineurs sont contraints, pour échapper à la famine, de faire la queue chaque matin en quête d'un emploi devant les entreprises ou les chantiers. Ils sont même réduits à payer tel gardien, qui connaît tel cadre, qui connaît tel chef du personnel, pour décrocher un emploi rémunéré à une poignée de francs CFA, l'espace de quelques jours ou quelques semaines. Tous ces affameurs capitalistes n'ont pas attendu Duncan pour faire ce qu'ils veulent.

C'est tout l'appareil d'Etat avec ou sans le gesticulateur Duncan qui est à leur entière disposition. Tout au plus leurs serviteurs Bédié/Duncan ont le droit d'avaliser après coup leurs pratiques licites et illicites.

Eh bien à tous ce monde des exploiters, les travailleurs ont la force de démontrer qu'ils n'ont que faire de leur compliment sur les "louables efforts" à produire les profits des riches.

NON A L'OPERATION DEGUERRISSEMENT

Sous prétexte de salubrité publique et de lutte contre l'occupation anarchique des trottoirs, les mairies d'Abidjan, avec l'aide des pouvoirs publics, s'en prennent aux étals des petits vendeurs et aux kiosques en bois situés aux bord des trottoirs. Dans un premier temps, ce sont les communes riches, telles que Plateau et Cocody, qui ont commencé. Maintenant les autres communes suivent l'exemple. C'est ainsi qu'elles envoient des gros bras en treillis noirs, parfois accompagnés de chiens, pour mener une chasse sans merci contre les petites gens, souvent des femmes avec un bébé sur le dos, qui ne savent plus où aller pour essayer de vendre un petit quelque chose afin que la famille qui attend à la maison, ne meure pas de faim.

D'ailleurs, ces maires ne

manquent pas de culot car les agents municipaux n'ont jamais cessé de prélever leur taxe chaque jour. Il est vrai que les élections sont passées maintenant. Cette sinistre opération est prévue pour durer plusieurs mois.

La crise, la dévaluation et la voracité des classes riches ont fait des dégâts. C'est ainsi que dans les classes pauvres, le nombre de gens réduit à survivre grâce à ces secteurs dits informels ne cesse d'augmenter d'année en année.

Les gens du pouvoir ainsi que les riches croient-ils qu'il suffirait de chasser de leurs yeux la misère, pour qu'elle cesse d'exister? Non ce sont eux qui l'engendrent cette misère mais ils n'acceptent pas de la côtoyer.

ASH INTERNATIONAL : DES ORDURES

Nous voyons chaque jour ces femmes et ces hommes, d'ailleurs le plus souvent des femmes avec des enfants sur le dos, en train de balayer les rues en plein soleil, avec un chiffon - rarement un masque anti-poussière- attaché sur les narines, avec leurs instruments de travail inadaptés ce qui rend leurs conditions de travail

encore plus difficiles. Eh bien, on apprend que ces travailleurs, au nombre d'environ 500, sont payés à 1400f par jour travaillé et 750f pour la demi journée du samedi.

C'est ça le capitalisme dont nos gouvernants, opposants et journalistes chantent les louanges.

LA GOUTE D'EAU...

A peine la période électorale passée, le gouvernement parle déjà d'augmenter le prix du m³ d'eau.

C'est encore un coup dur - un de plus - pour les familles pauvres qui vont devoir se serrer la ceinture une fois de plus.

Mais pourquoi cette augmentation? La Sodéci réclame du gouvernement 13 milliards pour effectuer certains travaux. Rappelons que la Sodéci est une

société privée, et comme toute société capitaliste, ce qui compte pour elle, ce n'est pas la satisfaction des besoins de la population, mais ramasser le plus de bénéfice. L'eau n'étant pour elle qu'une marchandise comme une autre, cette société veut bien ramasser les bénéfices mais certainement pas payer les travaux nécessaires pour acheminer l'eau jusque chez les consommateurs. Alors elle demande au gouvernement, c'est-à-dire aux contribuables, de payer.

AIR IVOIRE: LE SALAIRE DU D.G. EN DECOLLAGE

Les employés de la société publique Air Ivoire ont manifesté leur colère en apprenant le montant du salaire de leur Directeur Général qui s'élève à 8 millions de francs par mois. On pouvait lire dans une des pancartes des manifestants: "Kablan Duncan, pitié, trouvons un nouveau D.G.". Mais qui fixe le salaire des directeurs des entreprises d'Etat ainsi que leurs avantages en nature? N'est-ce pas par hasard les Duncan? Et puis, sachant qu'un petit D.G. touche un tel salaire, on peut se demander à combien s'élève le salaire officiel de Kablan Duncan

lui-même? Et de plus, en grattant un peu on apprendra peut-être que ce D.G. est le fils ou le cousin d'un tel, et peut-être de Bédié lui-même. Ce qui est d'ailleurs le plus scandaleux, ce n'est pas tant le fait qu'un D.G. touche 8 millions de francs par mois mais plutôt le fait que des travailleurs, après un mois de dur et pénible travail, ne touchent que l'équivalent d'une heure et demi du salaire de ce D.G. soit 50.000f. Avec un tel bas salaire il n'est pas possible de mener une vie normale.

**"PERE EMILIE TARDIF" :
UN CHARLATAN BLANC**

Avec la crise de l'économie capitaliste, s'accroît le chômage et la misère. Et avec elle, les croyances en toutes sortes de charlatanismes.

Les marabouts, les féticheurs, les "prophètes" guérisseurs, les sorciers, etc, des charlatans de tout genre, font recette sur le dos de la population pauvre qui ne sait plus à quel saint se vouer, qui pour guérir d'une maladie, qui pour trouver un travail, etc.

Le plus grand charlatan n'est pas toujours celui qui aborde les passants sur le bord des trottoirs avec ses produits miracles parce que celui-là fait ses choses avec des moyens limités; les victimes qu'il dupe se comptent un par un. Les charlatans qui font le plus de victimes sont des gens comme ce prêtre catholique d'origine canadienne qui utilise la radio, la presse écrite, les moyens de l'église, pour faire sa propagande en masse. La presse nous raconte qu'il guérit grâce à ses prières, des paralytiques, des aveugles, des sidéens, des tuberculeux, etc. C'est à se demander pourquoi le Pape ne fait

pas appel à ce prêtre auprès de lui au lieu d'avoir en permanence un médecin à ces côtés!

La concurrence est tellement grande chez tous ces marchands d'illusions qu'ils sont obligés de faire comme les politiciens en campagne électorale: à celui qui promet le plus.

Les travailleurs tombent souvent victimes de ça. Ces vendeurs d'illusions exploitent la détresse des gens. Aujourd'hui avec la misère grandissante, ça prolifère comme la drogue, la loterie, les sectes religieuses, etc. Et plus les travailleurs tombent victimes de ces gens là, plus leur misère grandit.

La bourgeoisie finance et favorise toute sorte de bondieuserie parce qu'elle affaiblit la conscience des travailleurs pour son plus grand bien: "la religion, c'est l'opium du peuple" disait un vieux révolutionnaire du siècle dernier. En cette veille de l'an 2000, cette affirmation reste d'actualité.

**LA MONTEE DE LA POLITIQUE
ETHNISTE EN COTE D'IVOIRE**

Dans une interview intitulée "Le tribalisme, une réalité en Côte d'Ivoire", accordée au journal "Le Populaire" du 27

mars, à sa manière, le sociologue Lanciné Sylla tente d'expliquer cette situation et de proposer des solutions

susceptibles d'éviter aux populations des drames comme ceux du Rwanda.

Selon lui, l'origine de la montée de l'ethnisme en Côte d'Ivoire remonte à la période du parti unique, notamment dans la manière dont le PDCI a dirigé le pays: "... l'Etat du parti unique PDCI a été géré fondamentalement par la "géopolitique", c'est-à-dire la manipulation des fibres ethniques de la nation", dit-il. Cette façon de faire a conduit à une concentration "du pouvoir de l'Etat" "entre les mains d'un groupe hégémonique ou d'un seul homme rompu dans l'art des manipulations ethniques et tribales".

Or, souligne-t-il, l'avènement du multipartisme et la disparition d'Houphouët Boigny n'ont pas mis fin à cette pratique. Ce sont toujours les mêmes hommes, qui ont "tendance à faire appel, avant tout, à leur groupe d'origine pour se maintenir au pouvoir". En réaction à cela, les dirigeants des partis d'opposition font de même, en mobilisant eux aussi leurs groupes ethniques. C'est ainsi que s'explique l'implantation régionale des gros partis qui dominent la scène politique: "le FPI à l'Ouest, le RDR au Nord et le PDCI (...) au Centre", fait-il remarquer.

Pour sortir cette situation qui fait planer sur le pays les risques d'affrontements ethniques, ce sociologue propose une entente entre les différents politiciens, ceux du pouvoir et de l'opposition, dans le respect du jeu démocratique: "ils doivent, dit-il, être habités par un esprit de recherche constante du consensus et du compromis pour la continuité de la Nation (...) dans l'acceptation de la démocratie par tous". C'est cette

entente entre les politiciens bourgeois qui, selon lui, "pourrait aider à régler pacifiquement les conflits ethniques en particulier, les conflits politiques en général".

Il est vrai que le débat politique en Côte d'Ivoire se fait aujourd'hui sur un fond de tensions et conflits à caractère ethnique évident. En effet, les dernières élections législatives et présidentielles en ont fait la démonstration. Dans la région de Gagnoa, par exemple, c'est de peu qu'on a évité le pire: les événements qui s'y sont passés, opposant les Baoulé, d'un côté, et les Bété, de l'autre, ont failli dégénérer en guerre ethnique ouverte.

Il est vrai aussi que ces oppositions ethniques sont tant le fait de ceux qui sont au pouvoir, c'est-à-dire les dirigeants du PDCI, que celui de ceux, de l'opposition, qui prétendent combattre ces derniers. D'une part, ceux qui dirigent s'appuient principalement sur leur ethnie. Cette pratique n'est d'ailleurs pas nouvelle. Depuis les années 60 qui ont vu la naissance de l'Etat ivoirien, le pouvoir mis en place mis en place par l'impérialisme, sous l'égide d'Houphouët Boigny, a de tout temps utilisé le tribalisme, même s'il le faisait dans le cadre de l'Etat unitaire, en associant à ceux du "groupe hégémonique", le clan baoulé, des politiciens issus d'autres ethnies.

Mais aujourd'hui, face aux dissensions au sein même de leur famille politique et surtout au mécontentement populaire profond, le régime PDCI apparaît franchement dominé par l'ethnie de ceux qui détiennent les principaux rênes du pouvoir,

c'est-à-dire les Baoulés. Les héritiers d'Houphouët ont de plus en plus tendance à jouer au tribalisme en vue de leur maintien. Ils s'entourent essentiellement des gens de leur ethnie si ce n'est de leur famille. Ils se présentent volontiers comme les défenseurs des intérêts de leur ethnie ou de leur région à qui ils font croire que si leur pouvoir venait à tomber elles seraient victimes de la vengeance des autres. C'est cette logique qui sous-tend toute la politique dite de "l'Ivoirité", divisant les populations de ce pays en "Ivoiriens de souche" et ceux "de circonstance".

D'autre part, inversement, les politiciens de l'opposition combattent eux aussi le pouvoir en place en utilisant les mêmes armes que lui. Aussi "démocrates" qu'ils veulent apparaître, les dirigeants du FPI, d'un côté, ceux du RDR, de l'autre, ne s'affirment pas moins comme d'abord les défenseurs des Bétés et des Dioulas. Mais ce n'est pas au nom de la cohabitation fraternelle des ethnies qu'ils combattent l'ethnisme du pouvoir, mais l'ethnisme d'autres ethnies. Par conséquent, pour le combattre, ils s'appuient eux aussi sur leur ethnie. Ils aiguïsent les différences culturelles entre les populations, même là où il n'y a aucune oppression de ce type. Ils en appellent à la solidarité au nom de leur ethnie et la transforment en une hostilité contre les autres, notamment contre les ethnies de ceux qui dirigent, sans aucune distinction, comme si les pauvres et les opprimés des ethnies des dirigeants corrompus étaient responsables de la dictature et de la misère qu'ils subissent eux aussi!

Cependant si l'on ne s'arrête qu'à ce constant des faits, on ne voit qu'une partie des choses. D'où vient tout cela? La montée de toute cette vague ethniste n'est évidemment pas sans rapport avec l'aggravation des conditions de vie due à la crise économique. A l'arrière-fond de tout cela se trouve, en effet, la situation actuelle, sans aucun espoir du tout, dans laquelle sont réduites les populations et dont la source profonde est le capitalisme.

A cause de la crise économique mondiale, la plupart des pays africains, qui ne tirent leurs ressources que de la vente de ses matières premières, comme la Côte d'Ivoire par exemple, connaissent d'énormes difficultés économiques dont les principales victimes sont les masses pauvres, "de souche" ou pas. Les salaires sont diminués et souvent payés avec retard, les licenciements, opérés de façon massive pour permettre aux patrons d'augmenter leur marge de profit. Les bourses des étudiants ne tombent pas régulièrement. Les conditions de vie des travailleurs et des pauvres en général se dégradent de plus en plus, dans un contexte alimenté par l'insécurité et le banditisme, surtout après la dévaluation du F CFA qui a entraîné la perte d'une moitié du pouvoir d'achat de la population et l'augmentation vertigineuse des prix des produits de premières nécessités. Le pouvoir a beau parler de "la relance", "de croissance", etc, mais cela n'est que pure démagogie: les conditions de vie des masses pauvres n'arrêtent de se dégrader et il existe un réel mécontentement populaire dans le pays.

C'est dans ce contexte caractérisé par la faillite du capitalisme que la politique ethniste tire ses racines. L'ethnisme, comme l'intégrisme, pousse sur le terreau de la misère et du sous-développement. Si les politiciens démagogues, ceux du PDCI comme ceux de l'opposition, mobilisent des gens derrière eux sur des bases ethniques ou régionales, c'est parce qu'ils s'appuient sur des sentiments réels de frustrations qu'ils canalisent à leur manière.

Aussi, contrairement à ce que propose ce sociologue, une simple entente, "un compromis", entre les différents politiciens bourgeois ne résoudra-t-elle aucun problème. Elle ne mettra même pas les populations à l'abri des conflits ethniques fratricides et criminels. Ailleurs, dans d'autres pays africains, au Congo, au Niger, au Tchad, au Rwanda, au Burundi, par exemple, au terme des conférences nationales tenues avec grandes pompes ou des rencontres au sommet, il y a bien eu des "consensus", des "compromis", "dans l'acceptation de la démocratie par tous", entre les dirigeants de la dictature et leurs opposants! Mais est-ce que cela a empêché que les mêmes politiciens crachent sur leur propre parole et entraînent les pays dans des conflits sanglants? Et même si l'entente entre le pouvoir actuel et l'opposition se fait, qu'est-ce que cela changera? Les conditions de vie des masses pauvres s'en amélioreront-elles? La population vivra-t-elle mieux? Y aura-t-il plus de libertés?

Aucunement ! Les Gbagbo, Bédié, Djény et autres Wodié défendent rigoureusement les mêmes intérêts, ceux des riches. Qu'ils s'entendent entre eux ou que les uns remplacent les autres

au pouvoir, pour les masses pauvres, ce sera pareil : la même exploitation, la même misère, les mêmes maladies, la même dictature, le tout imposé par les riches.

Les travailleurs et les masses pauvres en général n'ont aucun intérêt à faire confiance aux politiciens bourgeois, aux journalistes et autres larbins au service des riches quand ces derniers parlent de "consensus", de "compromis", de la patrie, de la nation, de l'ethnie, de la religion, etc. L'ethnisme, le nationalisme, l'intégrisme, chacune de ces politiques est un piège dans lequel les politiciens bourgeois veulent entraîner les pauvres. C'est une sorte d'échappatoire qu'ils utilisent pour dévoyer les luttes, pour les diriger vers des impasses pour les pauvres, des fois avant même que ceux-ci ne commencent à se révolter. Tous ces gens-là, en opposant les opprimés les uns aux autres sur des basses ethniques ou en cherchant à les unir derrière eux au nom de "la nation", visent tout simplement à se servir d'eux comme un tremplin pour se hisser au pouvoir. Au passage, ils détournent leur attention des véritables causes de leur misère, les empêchant ainsi de prendre conscience du rôle qu'ils ont à jouer dans la transformation radicale du système actuel. Ils servent tous, en réalité, les intérêts du capitalisme.

La patrie, la nation ou l'ethnie de nos politiciens, qu'ils soient du pouvoir ou de l'opposition, n'est pas celle qu'on croit ou qu'ils font croire. Ce n'est pas celle des "Ivoiriens" en général ou des "Baoulés", des "Bétés", des "Dioulas", etc. Ils ne se servent de ces notions que pour

tromper les masses pauvres, pour les utiliser comme force de manoeuvre ou, au besoin, comme chair à canon. Leur nation ou leur ethnie, la vraie celle-là, c'est celle des riches, celle du coffre-fort, de la mafia internationale dont ils sont les valets locaux ou aspirent à l'être. Voilà leur véritable nation ou ethnie, où l'on trouve aussi bien des riches noirs de chez nous que des blancs, Français, Américains, Allemands et autres, tous unis par une volonté commune d'exploiter les pauvres, ivoiriens, bétés, baoulés, dioulas ou autres.

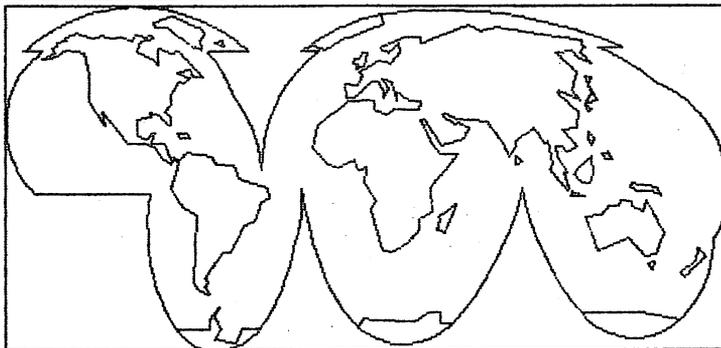
Inversement, les travailleurs et les pauvres en général eux non plus n'ont pas de patrie, de nation ou d'ethnie. Quelles que soient leurs origines et leurs croyances, ils constituent une classe à part, celle des travailleurs, des opprimés, subissant la même exploitation, la même misère, les mêmes maladies et la même dictature imposées par les riches, sans exception. Ils n'ont donc que leurs intérêts à défendre, les intérêts des pauvres, des prolétaires.

Par conséquent, pour éviter que les politiciens démagogues de tout bord ne les entraînent dans des conflits ethniques dans lesquels elles seront les principales victimes, mais aussi

pour en finir avec l'exploitation, la misère et toutes les oppressions, les masses pauvres ne peuvent que compter sur leurs propres organisations et luttes.

L'avenir n'est ni dans des divisions sur des bases ethniques ni dans un "compromis" entre politiciens bourgeois. L'avenir, c'est de débarrasser la société de l'exploitation et de la misère, source profonde de toutes les oppressions, y compris les guerres ethniques. C'est là le seul avenir possible qui puisse permettre aux masses pauvres de toutes les ethnies de mettre en commun les moyens qui existent pour résoudre démocratiquement les problèmes auxquels elles sont confrontées. Cela est chose faisable. Mais seule la classe ouvrière en unissant toutes ses forces peut réaliser cette tâche-là. Par-delà ses diversités ethniques ou religieuses, elle est une classe unique qui vit de l'exploitation de sa force de travail. Elle peut proposer une autre politique que celle, criminelle ou trompeuse, offerte par les démagogues nationalistes ou autres au service des exploiters. Mais pour cela, elle a besoin d'être organisée, d'avoir ses propres organes politiques indépendants des ceux de la bourgeoisie.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.